



OU PAS ?

Fiction ou réalité ? À votre avis ? L'industrialisation du travail alliée au sabotage de la qualité nous conduit tout droit vers des rivages amers. Les évolutions en cours à la DGFIP flirtent avec la dystopie.

Accueil



La politique du zéro cash, le recours privilégié au paiement à distance, les régies et les buralistes comme centres d'encaissement de substitution nous emmènent aussi vers le zéro guichet. Avec les Établissements France Service comme paravents pour l'accueil physique des contribuables.

Foncier



Un futur SDIF départemental qui ne fera pas de topographie mais du travail à la chaîne de SAV du Foncier Innovant (auto déclarations en ligne des usagers). Exit les géomètres et leurs missions spécifiques ?

Contrôle Fiscal



Le Data Mining, c'est moins d'emplois en Pôle de Contrôle et d'Expertise (un seul pour le 44 ?) et une programmation des contrôles moins pertinente et moins efficace. La Loi Essoc, c'est moins de grosses vérifications et de l'indulgence pour les fraudeurs les plus malins. Les Pôles de Contrôle des Revenus et du Patrimoine, trop de travail pour trop peu d'agent, le «petit contrôle» passe à la trappe. Et les Brigades de Contrôle et de Recherche ? Tout le Contrôle Fiscal à la DIRCOFI ?

SIP



Sans foncier, sans recouvrement, combien de SIP ? Iliad arrêté (l'entreprise Oracle cesse la commercialisation de ce produit), que du Gespart ! Fin de la saisie des déclarations dans Iliad... et saisie dans Gespart, cela va permettre la déterritorialisation de la saisie... La DGFIP a aussi innové avec la Déclaration Automatique qui préfigure la mort de la campagne Impôt sur le Revenu.

SIE



Les plates formes téléphoniques, les pôles SIE nationaux spécialisés, le SIE de Fontenay (DDFIP 85) qui travaillera en 2023 pour les SIE nantais. Combien de services et d'emplois subsisteront en SIE à la DRFIP 44 ?

SPF-E



Déjà plus que deux Services de Publicité Foncière et d'Enregistrement en Loire Atlantique mais la généralisation des déclarations et démarches en ligne par les usager-e-s eux même et la multiplication des structures « appuyés au réseau » pourraient conduire à la fonte de 70 % de l'effectif sur notre territoire. Avec une dégradation prévisible du fichier foncier... pas très important sans doute de savoir exactement qui est propriétaire de quoi.

Recouvrement



Objectif pôle départemental ou régional du recouvrement, toutes créances confondues. Suppression d'emplois recouvrement en trésor, SIE, SIP avec suppressions d'emplois à la clef et en ligne de mire l'agence du recouvrement en fusionnant avec l'URSSAF.

SGC



L'éloignement des ordonnateurs avec ces services ayant des compétences géographiques larges, l'éloignement des usager-e-s (plus d'encaissement), pourrait conduire à un Service de Gestion Comptable départemental.

Châteaubriant



Quelle pérennité pour le SIP ? Et certain·e·s pensent déjà que seul le CGR restera (en absorbant la partie nantaise).

Ancenis



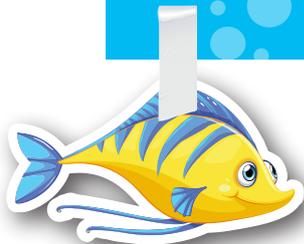
Petit SIE comment pourra-t-il survivre dans la durée ? D'autant que la directrice a renoncé à agrandir son périmètre géographique.

RH – fonctions supports



Basculement dans l'inter-ministériarité sous la coupe du Préfet sur le modèle des Services Généraux Communs qui se sont mis en place au 01/01/2021 dans les Directions Départementales Interministérielles. Certaines DDFIP assurent déjà la mission courrier pour l'inter-ministériarité.

Kibori (informaticien·ne·s de Centrale installé·e·s à Nantes)



Toujours le risque de l'inter-ministériarité - perte de contrôle de l'informatique de la DGFIP sur ses propres projets. Développement de l'organisation en « mode projet » avec toujours plus de prestataires extérieurs.

DISI



À l'avenir, nos collègues informaticien·ne·s actuel·le·s notamment dans les CID pourraient être remplacé·e·s par des prestataires.

Service Retraites de l'État



Sans attendre la mise à mort des pensions civiles, le SRE bascule en Agence ?

DSFIPE (Direction Spécialisée des Finances Publiques pour l'Étranger)



Intégration au sein du MAEE (Ministère des Affaires Européennes et Étrangères) principal donneur d'ordre et partenaire de la DSFIPE ?

Rémunération



Pas de revalorisation du point d'indice, pas de revalorisation des grilles indiciaires, mise en place du RIFSEEP, qui individualisera toutes nos primes. Celles-ci ne seront plus liées à un corps et un grade, mais à une contrainte budgétaire et à la perception qu'a la direction de chaque agent·e.

Statut



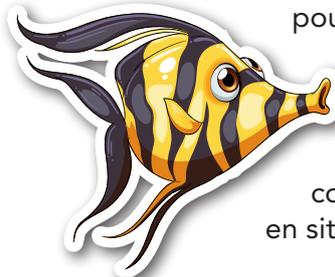
Mise en concurrence avec des contractuel·le·s toujours plus nombreux·ses et bientôt, des collègues en CDI avec ni la même paye ni le même déroulé de carrière.

Conditions de travail

Développer les espaces de télétravail dans des locaux DGFIP, soit en co-working soit en flex-office (plus de bureau personnel, mais un espace de travail partagé). C'est déjà commencé à la DDFIP 67. Avec 100 % des agent·e·s équipé·e·s en ordi portables, rien de plus simple ! Fin des collectifs de travail, individualisation et isolement, perte du sens du travail qui conduisent à baisser les bras et au découragement.



Le télétravail en continu, c'est aussi la fin de la séparation entre lieu de travail et lieu privé, la fin de la déconnexion psychologique avec tous les risques pour l'équilibre personnel et familial que cela implique. Fin des règles de gestion, développement de l'arbitraire sur les affectations, restructurations subies en permanence. Une conception de l'agent·e comme un pion sans aucune expérience et technicité que l'on peut affecter sur n'importe quelle tâche ou mission en fonction de l'urgence du moment. Et surtout un agent·e sans lien avec son territoire, puisqu'il pourra travailler pour n'importe quel département. La connaissance du terrain, de ses communes, ça ne sert à rien, c'est bien connu. Isolement des collègues en situation de handicap.



Face à la destruction de nos métiers sous couvert de modernisation, il faut réagir, dire collectivement comment on doit travailler pour bien travailler. Poser nos revendications en termes d'emplois nécessaires

mais sans se censurer non plus sur les questions de rémunérations ou de temps de travail. La crise économique et sociale doit remettre notre service public au cœur de la réponse aux besoins.

**SOYONS FIÈR·E·S DE NOTRE ADMINISTRATION, DE CE QUE L'ON FAIT.
BATTONS-NOUS POUR AVOIR LES MOYENS DE BIEN TRAVAILLER,
AU SERVICE DE TOU·TE·S ET AU PLUS PRÈS DE L'USAGER·E, QU'IL SOIT UN
PARTICULIER, UNE COLLECTIVITÉ OU UN AUTRE SERVICE DE L'ÉTAT.**